



## Casques verts, casques blancs à l'ONU ?

Par [Gilles Pradeau](#)

Thème: [Environnement](#)

Mondialisation.ca, 22 juillet 2011

[agoravox.fr](#) 22 juillet 2011

Les casques bleus sont connus et il existe d'autres idées de corps pour l'ONU pour des forces civiles et la protection de l'environnement. L'expérience du Liban montre toute la pertinence de ces projets.



Des casques verts à l'ONU ? Rien à voir avec la couleur des casques de la force de l'[Union Africaine](#), ce serait le nom des forces internationales d'intervention en cas de catastrophes environnementales que le Canada aurait bien voulu mettre en place, en vain. Ce projet était soutenu en son temps notamment par le directeur de l'UNESCO Francesco Mayor.

Cette proposition avait aussi inspiré les [Verts européens](#) à la suite du naufrage du Prestige. Inspiré notamment l'expérience américaine de la [Federal Emergency Management Agency](#), ce corps de protection civile serait intervenu sur le territoire de l'Union et dans les eaux territoriales. Là encore, ce projet est resté lettre morte.

En mars dernier, sur un [blog d'un juriste en droit international](#), l'idée est réapparue sous la forme d'une pétition. Michel Vital-Aët voudrait que cette force soit placée sous le contrôle d'un « *Haut-Commissariat à l'Environnement à instituer au sein de l'organisation des Nations-Unies* ». Malheureusement, une telle juridiction, ainsi que la création d'une force de protection environnementale a peu de chance d'aboutir à court-terme : comme la décroissance de l'empreinte écologique, cette idée a beaucoup de mal à convaincre les pays en voie de développement, à la recherche d'une croissance à court-terme. Pourtant, les besoins lors (et surtout après) des conflits sont énormes, comme on a pu le voir dernièrement avec [la marée noire au Liban](#).

### Les casques blancs

Fin juillet, le gouvernement libanais a demandé à l'Argentine l'envoi d'une mission humanitaire de *cascos blancos* argentins pour secourir les civils au Liban sud. Pourquoi

l'Argentine ? Ce pays est en fait à l'origine d'une initiative « Casques Blancs » en 1993. Les objectifs étaient de maintenir des personnes mobilisables des pays en voie de développement, pour d'une part augmenter leur importance au sein de l'ONU (déjà pas si négligeable que ça dans les forces de maintien de la paix), et d'autre part de participer à la réhabilitation et à la reconstruction en cas de catastrophes par exemple. Beaucoup de pays d'Amérique du Sud ont soutenu cette initiative. Les *cascos blancos* ont aidé les Etats-Unis après Katrina ou encore Haïti.

[Charles-Philippe David](#), un chercheur canadien, a longtemps proposé la création d'une force civile internationale d'intervention d'urgence dont le besoin s'est fait cruellement sentir après les tsunamis.

Mais tout le monde ne partage pas cette ambition, [Philippe Ryfman](#) par exemple. Ce chercheur spécialisé dans les ONG reste sceptique pour le traitement des catastrophes par des états, qui requiert « *surtout rapidité de réaction, adaptabilité et souplesse* ». La capacité de l'ONU à réagir vite est souvent pointée du doigt par les ONG, que ça soit pour les violations du droit humanitaire ou à travers ses programmes (ONUSIDA, PAM, UNICEF) qui de fait coordonnent plus les ONG que ne participent. De plus, il est à craindre que ces programmes, comme ECHO au sein de l'UE, ne soit assortis de diverses obligations politiques : « *nous vous aidons si vous vous engagez à ouvrir vos marchés de l'eau, de l'électricité,...* » par exemple.

Bientôt sur vos écrans en Europe ?

C'était le souhait de Chirac après les tsunamis, qui voudrait que l'UE acquiert cette compétence. C'est tout le sens du [rapport Barnier](#) rendu en mai à Bruxelles. Il prévoit même un Code Consulaire Européen : si un pays de l'Union n'a pas de consulat dans un pays, un ressortissant de l'UE pourrait s'adresser à une autre ambassade ou un autre consulat.

Cette force européenne de protection civile est soutenue par les pays méditerranéens, comme de la Belgique et du Luxembourg. Mais là encore, aucune unanimité : les pays nordiques privilégient l'action d'experts au sein de l'ONU et le Royaume-Uni préfère l'OTAN. Les modalités de cette solidarité européenne prend donc des chemins bien divers et elle n'est toujours pas prête de devenir un pilier fondamental de l'action européenne.

La source originale de cet article est [agoravox.fr](#)

Copyright © [Gilles Pradeau](#), [agoravox.fr](#), 2011

---

Articles Par : [Gilles Pradeau](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

[media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)